

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/009682]

**29 AVRIL 2024. — Décret modifiant les articles 1<sup>er</sup>, 2, 32, 83 et 92 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et insérant un article 86bis (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret transpose partiellement la directive (UE) 2023/2413 du Parlement européen et du Conseil du 18 octobre 2023 modifiant la directive (UE) 2018/2001, le règlement (UE) 2018/1999 et la directive 98/70/CE en ce qui concerne la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables, et abrogeant la directive (UE) 2015/652 du Conseil.

**Art. 2.** L'article 1<sup>er</sup> du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement est complété par un 34° et un 35° rédigés comme suit :

« 34° rééquipement : la rénovation des centrales électriques produisant de l'énergie renouvelable, notamment le remplacement total ou partiel des installations ou des systèmes et des équipements d'exploitation, dans le but d'en modifier la capacité ou d'augmenter l'efficacité ou la capacité de l'installation;

35° énergie renouvelable : une énergie produite à partir de sources non fossiles renouvelables, à savoir l'énergie éolienne, l'énergie solaire (solaire thermique et solaire photovoltaïque) et géothermique, l'énergie osmotique, l'énergie ambiante, l'énergie marémotrice, houlomotrice et d'autres énergies marines, l'énergie hydroélectrique, la biomasse, les gaz de décharge, les gaz des stations d'épuration d'eaux usées et le biogaz. ».

**Art. 3.** L'article 2 du même décret est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« La construction et l'exploitation d'installations d'énergie renouvelable, le raccordement de ces installations au réseau, le réseau connexe proprement dit et les actifs de stockage sont présumés relever de l'intérêt public majeur et de l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques lors de la mise en balance des intérêts juridiques dans les cas individuels aux fins des articles 6, § 4, et 16, § 1<sup>er</sup>, c), de la directive 92/43/CEE du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages, de l'article 4, § 7, de la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau et de l'article 9, § 1<sup>er</sup>, a), de la directive 2009/147/CE du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages.

Dans des circonstances spécifiques dûment justifiées, le Gouvernement peut restreindre l'application de l'alinéa précédent à certaines parties du territoire, à certains types de technologie ou à des projets présentant certaines caractéristiques techniques conformément aux priorités définies dans le Plan Air Climat Énergie visé dans le décret du 16 novembre 2023 Neutralité Carbone. ».

**Art. 4.** L'article 32 du même décret est complété par un paragraphe 5 rédigé comme suit :

« § 5. Pour les projets relatifs à la construction et l'exploitation d'installations d'énergie renouvelable, le raccordement de ces installations au réseau, le réseau connexe proprement dit et les actifs de stockage, au sens de l'article 16septies de la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables, la proposition de décision visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, inclut la motivation spécifique relative à la mise en balance des intérêts visée à l'article 2, alinéa 3. ».

**Art. 5.** Dans l'article 83 du même décret, trois alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 2 et 3 :

« La demande de permis unique portant sur une ou plusieurs éoliennes contient :

- 1° un rapport relatif à l'appel à manifestation d'intérêt à participer au projet éolien émis à destination des citoyens;
- 2° un rapport relatif à l'appel à manifestation d'intérêt à participer au projet éolien émis à destination des pouvoirs locaux;
- 3° les propositions de participation émises à destination des pouvoirs locaux et des citoyens, à concurrence minimum de 24,99% pour chacun des deux groupes.

L'appel à manifestation d'intérêt visé à l'alinéa 3, 1°, est organisé au plus tard lors de la réunion d'information préalable et le rapport visé à l'alinéa 3, 2°, est clôturé et présenté lors de la réunion d'information préalable.

Le Gouvernement définit les pouvoirs locaux concernés, les modalités de l'appel à manifestation d'intérêt qui a pour objet de permettre aux citoyens de prendre connaissance de toutes les informations relatives aux propositions de participation, les modalités des propositions de participation qui ont pour objectif d'assurer l'ouverture des projets à des conditions économiques équivalentes aux conditions de marché, le contenu et les modalités de communications des rapports relatifs à l'appel à manifestation d'intérêt. ».

**Art. 6.** Dans le même décret, il est inséré un article 86bis rédigé comme suit :

« Art. 86bis. § 1<sup>er</sup>. Pour les demandes de permis portant sur une ou plusieurs éoliennes, excepté le rééquipement de ces installations, le délai visé à l'article 92, § 3, est suspendu, sur proposition du fonctionnaire technique, par une décision conjointe du fonctionnaire technique et du fonctionnaire délégué constatant que le projet éolien qui fait l'objet de la demande de permis est, d'une part, incompatible avec un projet éolien qui a fait l'objet d'une réunion d'information préalable moins de deux ans avant le dépôt de la demande de permis et, d'autre part, qu'il ne satisfait pas au critère de sélection suivant : le projet vise au minimum 4 éoliennes et atteint 24,99% de participation, des pouvoirs locaux et/ou citoyenne.

Cette décision est envoyée au demandeur en même temps que la décision visée à l'article 86, § 1<sup>er</sup>.

§ 2. En même temps que la décision visée à l'article 86, § 1<sup>er</sup>, le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué interrogent le ou les porteurs de projet incompatible quant à son intention d'introduire une demande de permis relative à son projet, endéans les six mois de la décision visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>.

À défaut pour le ou les porteurs de projet incompatible d'informer les fonctionnaires, dans un délai de dix jours à dater de la notification visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, de son intention d'introduire une demande de permis relative au projet incompatible, il est présumé ne pas avoir l'intention d'introduire une demande de permis endéans les six mois de la décision visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 3. La suspension visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> est automatiquement levée dans les cas suivants :

- 1° à défaut d'un envoi visé au paragraphe 2, alinéa 2;
- 2° au dépôt d'une demande de permis relative à un projet incompatible;
- 3° à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la décision visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 4. Entre les projets incompatibles, l'autorité préfère celui qui répond aux critères de sélection suivants :

- 1° celui qui propose le plus grand productible;
- 2° à projets ayant un productible comparable, à savoir dont la différence en productible est inférieure à 15% du productible, exprimé en MWh, celui qui propose l'exploitation la plus participative (citoyenne et/ou des pouvoirs locaux). ».

**Art. 7.** Dans l'article 92 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour les projets mixtes relatifs à la construction et l'exploitation d'installations d'énergie renouvelable, le raccordement de ces installations au réseau, le réseau connexe proprement dit et les actifs de stockage, au sens de l'article 16septies de la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables, la proposition de décision inclut la motivation spécifique relative à la mise en balance des intérêts visée à l'article 2, alinéa 3. »;

2° il est inséré un paragraphe 2bis rédigé comme suit :

« § 2bis. Afin de permettre la mise en balance des intérêts aux fins de l'article 6, § 4, et 16, § 1<sup>er</sup>, c), de la directive 92/43/CEE du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages, de l'article 4, § 7, de la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau et de l'article 9, § 1<sup>er</sup>, a), de la directive 2009/147/CE du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages, la concertation prévue au paragraphe 2 est toujours organisée pour les projets portant sur une ou plusieurs éoliennes. Elle rassemble les fonctionnaires technique et délégué ainsi que toutes les administrations qui doivent rendre un avis dans le cadre de la demande de permis concernée et les instances consultatives, avant la remise de leur avis. Elle est précédée d'une présentation du dossier de demande de permis par le demandeur et l'auteur de l'étude d'incidences sur l'environnement si une telle étude est réalisée.

Le fonctionnaire technique organise cette réunion de concertation dans le délai visé à l'article 30, alinéa 2.

Les instances consultatives peuvent refuser de participer à la réunion de concertation.

Le fonctionnaire technique facilite la communication et tente de conduire les administrations à élaborer un avis commun. En cas d'avis commun, toutes les administrations concernées par la demande de permis qui fait l'objet de l'avis reprennent les éléments de cet avis dans leur avis respectif, sans préjudice de la possibilité d'y ajouter des compléments sur des points non abordés lors de la réunion de concertation.

Le cas échéant, les instances consultatives peuvent également rendre un avis commun.

Le fonctionnaire technique transmet aux administrations et, le cas échéant, aux instances consultatives participantes l'avis commun ou, à défaut, le procès-verbal décisionnel de la réunion de concertation, décrivant les éléments ayant fait l'objet d'un accord. ».

**Art. 8.** La modification de l'article 83 du même décret relative à la demande de permis unique portant sur une ou plusieurs éoliennes visée à l'article 5 ne s'applique pas aux projets qui ont fait l'objet d'une réunion d'information préalable au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 29 avril 2024.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,  
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,  
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,  
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,  
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,  
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,  
C. TELLIER

—  
Note

(1) *Session 2023-2024.*

Documents du Parlement wallon, 1606 (2023-2024) N<sup>os</sup> 1 à 6

Compte rendu intégral, séance plénière du 26 avril 2024

Discussion.

Vote.

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2024/009682]

**29. APRIL 2024 — Dekret zur Änderung der Artikel 1, 2, 32, 83 und 92 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und zur Einfügung eines Artikels 86bis (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - Durch das vorliegende Dekret wird die Richtlinie (EU) 2023/2413 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 18. Oktober 2023 zur Änderung der Richtlinie (EU) 2018/2001, der Verordnung (EU) 2018/1999 und der Richtlinie 98/70/EG im Hinblick auf die Förderung von Energie aus erneuerbaren Quellen und zur Aufhebung der Richtlinie (EU) 2015/652 des Rates teilweise umgesetzt.

**Art. 2** - Artikel 1 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung wird durch eine Ziffer 34° und eine Ziffer 35° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

34° Repowering: die Modernisierung von Kraftwerken, die erneuerbare Energie produzieren, einschließlich des vollständigen oder teilweisen Austauschs von Anlagen oder Betriebssystemen und -geräten zum Austausch von Kapazität oder zur Steigerung der Effizienz oder der Kapazität der Anlage;

35° "Erneuerbare Energie": Energie, die aus erneuerbaren, nichtfossilen Quellen erzeugt wird, d.h. Windenergie, Solarenergie (Solarthermie und Photovoltaik) und geothermische Energie, Salzgradient-Energie, Umgebungsenergie, Gezeiten-, Wellen- und sonstige Meeresenergien, Wasserkraft, Biomasse, Deponiegas, Klärgas und Biogas. "

**Art. 3** - Artikel 2 desselben Dekrets wird um zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Es wird davon ausgegangen, dass der Bau und der Betrieb von Anlagen zur Nutzung erneuerbarer Energien, der Anschluss dieser Anlagen an das Netz, das damit verbundene Netz selbst und die Speichereinrichtungen bei der Abwägung der rechtlichen Interessen im Einzelfall für die Zwecke der Artikel 6 § 4 und 16 § 1 c) der Richtlinie 92/43/EWG vom 21. Mai 1992 zur Erhaltung der natürlichen Lebensräume sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen, des Artikels 4 § 7 der Richtlinie 2000/60/EG vom 23. Oktober 2000 zur Schaffung eines Ordnungsrahmens für Maßnahmen der Gemeinschaft im Bereich der Wasserpolitik und des Artikels 9 § 1, a) der Richtlinie 2009/147/EG vom 30. November 2009 über die Erhaltung der wildlebenden Vogelartendem dem überwiegenden öffentlichen Interesse und dem Interesse der öffentlichen Gesundheit und Sicherheit entsprechen.

Unter besonderen, ordnungsgemäß begründeten Umständen kann die Regierung die Anwendung von vorigem Absatz auf bestimmte Teile des Hoheitsgebiets, auf bestimmte Arten von Technologie oder auf Projekte mit bestimmten technischen Merkmalen gemäß den Prioritäten beschränken, die im Luft-Klima-Energieplan festgelegt sind, der im Dekret vom 16. November 2023 zur CO<sub>2</sub>-Neutralität genannt wird. "

**Art. 4** - Artikel 32 desselben Dekrets wird durch einen Paragrafen 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 5. Bei Vorhaben, die den Bau und den Betrieb von Anlagen zur Nutzung erneuerbarer Energien, den Anschluss dieser Anlagen an das Netz, das damit verbundene Netz selbst und Speichereinrichtungen im Sinne von Artikel 16 septies der Richtlinie (EU) 2018/2001 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. Dezember 2018 zur Förderung der Nutzung von Energie aus erneuerbaren Quellen betreffen, enthält der Vorschlag für eine Entscheidung nach Paragraf 1, Absatz 1 die spezifische Begründung zur Interessenabwägung nach Artikel 2 Absatz 3. "

**Art. 5** - In Artikel 83 desselben Dekrets werden drei Absätze mit folgendem Wortlaut zwischen die Absätze 2 und 3 eingefügt:

"Der Antrag auf eine Globalgenehmigung für eine oder mehrere Windkraftanlagen enthält:

1° einen Bericht über den an die Bürger gerichteten Aufruf zur Interessenbekundung für die Beteiligung am Windkraftprojekt;

2° einen Bericht über den an die lokalen Behörden gerichteten Aufruf zur Interessenbekundung für die Beteiligung am Windkraftprojekt;

3° Beteiligungsvorschläge, die sich an lokale Behörden und Bürger richten, mit einem Mindestanteil von 24,99% für jede der beiden Gruppen.

Der in Absatz 3, 1° genannte Aufruf zur Interessenbekundung wird spätestens bei der vorherigen Informationsveranstaltung organisiert und der in Absatz 3, 2° genannte Bericht wird bei der vorherigen Informationsveranstaltung abgeschlossen und vorgestellt.

Die Regierung bestimmt die betroffenen lokalen Behörden, die Modalitäten des Aufrufs zur Interessenbekundung, der darauf abzielt, den Bürgern die Möglichkeit zu geben, alle Informationen über die Beteiligungsvorschläge zur Kenntnis zu nehmen, die Modalitäten der Beteiligungsvorschläge, die darauf abzielen, die Öffnung der Projekte zu wirtschaftlichen Bedingungen, die den Marktbedingungen entsprechen, zu gewährleisten, den Inhalt und die Modalitäten der Übermittlung der Berichte über den Aufruf zur Interessenbekundung. "

**Art. 6** - In dasselbe Dekret wird ein neuer Artikel 86 bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 86bis - § 1. Bei Genehmigungsanträgen für eine oder mehrere Windkraftanlagen, ausgenommen die Repowering dieser Anlagen, wird die in Artikel 92, § 3 genannte Frist auf Vorschlag des technischen Beamten durch eine gemeinsame Entscheidung des technischen Beamten und des beauftragten Beamten ausgesetzt, in der festgestellt wird, dass das Windkraftprojekt, das Gegenstand des Genehmigungsantrags ist, einerseits mit einem Windkraftprojekt unvereinbar ist, das weniger als zwei Jahre vor der Einreichung des Genehmigungsantrags Gegenstand einer vorherigen Informationsveranstaltung war, und andererseits das folgende Auswahlkriterium nicht erfüllt: Das Projekt zielt auf mindestens 4 Windturbinen ab und erreicht 24,99% Beteiligung der lokalen Behörden und/oder Bürger.

Diese Mitteilung wird dem Antragsteller gleichzeitig mit dem in Artikel 86 § 1 erwähnten Beschluss gesendet.

§ 2. Gleichzeitig mit dem in Artikel 86 § 1 genannten Beschluss befragen der technische Beamte und der beauftragte Beamte den oder die Träger des unvereinbaren Projekts zu seiner oder ihrer Absicht, innerhalb von sechs Monaten nach dem in Paragraph 1, Absatz 1 genannten Beschluss einen Genehmigungsantrag in Bezug auf sein oder ihr Projekt zu stellen.

Unterlässt es der Träger des unvereinbaren Projekts oder die Träger des unvereinbaren Projekts, die Beamten innerhalb von zehn Tagen nach der in Absatz 1 genannten Mitteilung über seine oder ihre Absicht zu informieren, einen Antrag auf Genehmigung für das unvereinbare Projekt zu stellen, so wird davon ausgegangen, dass er oder sie nicht beabsichtigt bzw. beabsichtigen, innerhalb von sechs Monaten nach dem in Paragraph 1, Absatz 1 genannten Beschluss Antrag auf Genehmigung zu stellen.

§ 3. Die Aussetzung nach Paragraph 1, Absatz 1 wird in den folgenden Fällen automatisch aufgehoben:

- 1° in Ermangelung einer in Paragraph 2, Absatz 2 genannten Sendung;
- 2° bei Einreichung eines Genehmigungsantrags für ein unvereinbares Projekt;
- 3° nach Ablauf einer Frist von sechs Monaten ab dem in Paragraph 1, Absatz 1 genannten Beschluss.

§ 4. Zwischen den unvereinbaren Projekten zieht die Behörde dasjenige vor, das die folgenden Auswahlkriterien erfüllt:

- 1° derjenige, der den größten potentiellen Ertrag anbietet;
2. bei Projekten mit vergleichbarem potentiellen Ertrag, d. h. bei denen der Unterschied des potentiellen Ertrags weniger als 15 % des potentiellen Ertrags in MWh beträgt, das Projekt, das den Betrieb mit der größten Beteiligung (Bürger und/oder lokale Behörden) vorsieht. "

**Art. 7** - In Artikel 92 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraph 1 wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Für die gemischten Projekte in Bezug auf den Bau und den Betrieb von Anlagen für erneuerbare Energie, den Anschluss dieser Anlagen an das Netz, das zugehörige Netz selbst und die Speichereinrichtungen, im Sinne von Artikel 16septies der Richtlinie (EU) 2018/2001 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. Dezember 2018 zur Förderung der Nutzung von Energie aus erneuerbaren Quellen, enthält der Vorschlag für einen Beschluss die spezifische Begründung zur Interessenabwägung nach Artikel 2 Absatz 3. ";

2°. Es wird ein § 2 bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

§ 2 bis. Um eine Interessenabwägung für die Zwecke von Artikel 6 § 4 und 16 § 1 Buchstabe c der Richtlinie 92/43/EWG vom 21. Mai 1992 zur Erhaltung der natürlichen Lebensräume sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen, von Artikel 4 § 7, der Richtlinie 2000/60/EG vom 23. Oktober 2000 zur Schaffung eines Ordnungsrahmens für Maßnahmen der Gemeinschaft im Bereich der Wasserpolitik und des Artikels 9 § 1, a) der Richtlinie 2009/147/EG vom 30. November 2009 über die Erhaltung der wildlebenden Vogelarten wird die in Paragraph 2 vorgesehene Konzertierung stets für Projekte durchgeführt, die eine oder mehrere Windkraftanlagen betreffen. Sie bringt die technischen und delegierten Beamten sowie alle Behörden, die im Zusammenhang mit dem betreffenden Genehmigungsantrag eine Stellungnahme abgeben müssen, und die Beratungsinstanzen vor Abgabe ihrer Stellungnahme zusammen. Ihr geht eine Präsentation der Genehmigungsantragsunterlagen durch den Antragsteller und den Verfasser der Umweltverträglichkeitsprüfung, sofern eine solche Prüfung durchgeführt wird, voraus.

Der technische Beamte organisiert diese Konzertierungsversammlung innerhalb der in Artikel 30 Absatz 2 genannten Frist.

Die Beratungsinstanzen können die Beteiligung an der Konzertierungsversammlung ablehnen.

Der technische Beamte erleichtert die Kommunikation und versucht, die Verwaltungen dazu zu bringen, eine gemeinsame Stellungnahme zu erarbeiten. Im Falle einer gemeinsamen Stellungnahme übernehmen alle Verwaltungen, die von dem Genehmigungsantrag, der Gegenstand der Stellungnahme ist, betroffen sind, die Elemente dieser Stellungnahme in ihre jeweilige Stellungnahme, unbeschadet der Möglichkeit, Ergänzungen zu Punkten hinzuzufügen, die bei der Konzertierungsversammlung nicht angesprochen wurden.

Gegebenenfalls können die Beratungsinstanzen auch eine gemeinsame Stellungnahme abgeben.

Der technische Beamte übermittelt den Verwaltungen und gegebenenfalls den beteiligten Beratungsinstanzen die gemeinsame Stellungnahme oder, falls nicht vorhanden, das Entscheidungsprotokoll der Konzertierungsversammlung, in dem die Punkte beschrieben werden, über die eine Einigung erzielt wurde. "

**Art. 8** - Die Änderung von Artikel 83 desselben Dekrets in Bezug auf den Antrag auf eine Globalgenehmigung für eine oder mehrere Windkraftanlagen gemäß Artikel 5 gilt nicht für Projekte, die spätestens drei Monate nach Inkrafttreten dieses Dekrets Gegenstand einer vorherigen Informationsveranstaltung waren.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 29. April 2024.

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

Ch. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

Ch. COLLIGNON

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

A. DOLIMONT

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

—  
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2023-2024.*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1606 (2023-2024) Nrn. 1 bis 6.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 26. April 2024.

Diskussion.

Abstimmung.product

—  
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/009682]

**29 APRIL 2024. — Decreet tot wijziging van de artikelen 1, 2, 32, 83 en 92 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en tot invoeging van een artikel 86bis (1)**

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

**Artikel 1.** Bij dit decreet wordt Richtlijn (EU) 2023/2413 van het Europees Parlement en de Raad van 18 oktober 2023 tot wijziging van Richtlijn (EU) 2018/2001, Verordening (EU) 2018/1999 en Richtlijn 98/70/EG wat de bevordering van energie uit hernieuwbare bronnen betreft, en tot opheffing van Richtlijn (EU) 2015/652 van de Raad gedeeltelijk omgezet.

**Art. 2.** Artikel 1 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt aangevuld met een 34° en een 35°, luidend als volgt:

“34° *“repowering”*: het vernieuwen van hernieuwbare energie producerende elektriciteitscentrales, met inbegrip van de volledige of gedeeltelijke vervanging van installaties of exploitatiesystemen en apparatuur, teneinde de capaciteit te vervangen of de efficiëntie of capaciteit van de installatie te verhogen;

35° *hernieuwbare energie*: energie uit hernieuwbare niet-fossiele bronnen, namelijk windenergie, zonne-energie (thermische zonne-energie en fotovoltaïsche zonne-energie) en geothermische energie, blauwe energie, omgevings-energie, getijden-, golf- en andere oceanenergie, waterkracht, energie uit biomassa, stortgas, gas van rioolzuiveringsinstallaties en biogas. ”.

**Art. 3.** Artikel 2 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met twee leden luidend als volgt:

“De bouw en de exploitatie van installaties voor hernieuwbare energie, de aansluiting van deze installaties op het net, het bijbehorende net zelf en opslagfaciliteiten worden geacht te vallen onder het hoger openbaar belang en het belang van de volksgezondheid en de openbare veiligheid bij de afweging van de juridische belangen in individuele gevallen voor de toepassing van de artikelen 6, § 4, en 16, § 1, c), van Richtlijn 92/43/EEG van 21 mei 1992 inzake de instandhouding van de natuurlijke habitats en de wilde flora en fauna, artikel 4, § 7, van Richtlijn 2000/60/EG van 23 oktober 2000 tot vaststelling van een kader voor communautaire maatregelen betreffende het waterbeleid en artikel 9, § 1, a), van Richtlijn 2009/147/EG van 30 november 2009 inzake het behoud van de vogelstand.

In specifieke, naar behoren gemotiveerde omstandigheden, kan de Regering de toepassing van het vorige lid beperken tot bepaalde delen van het grondgebied, tot bepaalde soorten technologie of tot projecten met bepaalde technische kenmerken overeenkomstig de prioriteiten bepaald in het Lucht-Klimaat-Energieplan bedoeld in het decreet van 16 november 2023 betreffende koolstofneutraliteit. ”.

**Art. 4.** Artikel 32 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidend als volgt:

“§ 5. Voor projecten met betrekking tot de bouw en exploitatie van installaties voor hernieuwbare energie, de aansluiting van deze installaties op het net, het bijbehorende net zelf en opslagfaciliteiten, in de zin van artikel 16septies van Richtlijn (EU) 2018/2001 van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2018 ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen, bevat het voorstel voor een besluit als bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, de specifieke motivering met betrekking tot de afweging van de belangen bedoeld in artikel 2, derde lid. ”.

**Art. 5.** In artikel 83 van hetzelfde decreet, worden drie leden ingevoegd tussen het tweede lid en het derde lid, luidend als volgt:

“De aanvraag om enige vergunning met betrekking tot één of meer windturbines bevat:

1° een verslag over de oproep tot belangverklaring gedaan ten behoeve van burgers voor deelname aan het windmolenproject;

2° een verslag over de oproep tot belangverklaring gedaan voor lokale overheden voor deelname aan het windmolenproject;

3° deelnameaanbiedingen aan lokale overheden en burgers, ten belope van minstens 24,99% voor elk van beide groepen.

De oproep tot belangverklaring bedoeld in het derde lid, 1°, wordt uiterlijk op de voorafgaande informatievergadering georganiseerd en het verslag bedoeld in het derde lid, 2°, wordt voltooid en voorgesteld op de voorafgaande informatievergadering.

De Regering stelt de betrokken plaatselijke besturen, de modaliteiten voor de oproep tot belangverklaring vast, die tot doel heeft de burgers in staat te stellen kennis te nemen van alle informatie betreffende de voorstellen tot deelneming, de modaliteiten voor de voorstellen tot deelneming, die tot doel hebben ervoor te zorgen dat de projecten worden opengesteld voor economische voorwaarden die gelijkwaardig zijn aan de marktvoorwaarden, alsook de inhoud en de wijze van mededeling van de verslagen betreffende de oproep tot belangverklaring. ”.

**Art. 6.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 86*bis* ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 86 bis. § 1. Voor vergunningsaanvragen met betrekking tot één of meer windturbines, met uitzondering van de heruitrusting van deze installaties, wordt de termijn bedoeld in artikel 92, § 3, op voorstel van de technisch ambtenaar geschorst door een gezamenlijk beslissing van de technisch ambtenaar en de gemachtigd ambtenaar die vaststellen dat het windproject dat het voorwerp uitmaakt van de vergunningsaanvraag enerzijds onverenigbaar is met een windmolenproject dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een voorafgaande informatievergadering minder dan twee jaar vóór de indiening van de vergunningsaanvraag, en, anderzijds, dat niet voldoet aan het volgende selectie criterium: het project mikt op minstens 4 windturbines en behaalt 24,99% participatie van lokale overheden en/of burgers.

Deze beslissing wordt tegelijk met de beslissing bedoeld in artikel 86, § 1 gestuurd aan de aanvrager

§ 2. Gelijktijdig met de beslissing bedoeld in artikel 86, § 1, vragen de technisch ambtenaar en de gemachtigd ambtenaar de onverenigbare projectleider(s) of hij/zij van plan is/zijn een vergunningsaanvraag in te dienen met betrekking tot zijn/hun project, binnen de zes maanden na de beslissing bedoeld in paragraaf 1, eerste lid.

Indien de houder of houders van het onverenigbare project de ambtenaren niet binnen tien dagen na de in het eerste lid bedoelde kennisgeving in kennis hebben gesteld van hun voornemen een vergunningaanvraag in te dienen met betrekking tot het onverenigbare project, wordt(en) hij (zij) geacht niet voornemens te zijn een vergunningaanvraag in te dienen binnen zes maanden na de in paragraaf 1, eerste lid, bedoelde beslissing.

§ 3. De in paragraaf 1 bedoelde schorsing wordt automatisch opgeheven in de volgende gevallen:

- 1° bij gebreke van een zending bedoeld in paragraaf 2, tweede lid;
- 2° bij indiening van een vergunningsaanvraag met betrekking tot een onverenigbaar project;
- 3° na het verstrijken van een termijn van zes maanden vanaf de beslissing bedoeld in paragraaf 1, eerste lid.

§ 4. Tussen onverenigbare projecten geeft de overheid de voorkeur aan het project dat aan de volgende selectiecriteria voldoet:

- 1° hetgeen dat de grootste output biedt;
- 2° aan projecten met een vergelijkbare output, d.w.z. waarvan het verschil in output minder dan 15% van de output bedraagt, uitgedrukt in MWu, het project dat de meest participatieve exploitatie (burgers en/of lokale overheden) biedt.

**Art. 7.** In artikel 92 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

“Voor gemengde projecten met betrekking tot de bouw en exploitatie van installaties voor hernieuwbare energie, de aansluiting van deze installaties op het net, het bijbehorende net zelf en opslagfaciliteiten, in de zin van artikel 16*septies* van Richtlijn (EU) 2018/2001 van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2018 ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen, bevat het voorstel tot beslissing de specifieke motivering met betrekking tot de afweging van de belangen bedoeld in artikel 2, derde lid. ”;

2° er wordt een paragraaf 2*bis* ingevoegd, luidend als volgt:

“§ 2*bis*. Teneinde een belangenafweging mogelijk te maken voor de toepassing van artikel 6, § 4, en artikel 16, § 1, c), van Richtlijn 92/43/EEG van 21 mei 1992 inzake de instandhouding van de natuurlijke habitats en de wilde flora en fauna, van artikel 4, § 7, van Richtlijn 2000/60/EG van 23 oktober 2000 tot vaststelling van een kader voor communautaire maatregelen betreffende het waterbeleid en artikel 9, § 1, a), van Richtlijn 2009/147/EG van 30 november 2009 inzake het behoud van de vogelstand, wordt het overleg bedoeld in paragraaf 2 steeds georganiseerd voor projecten die die betrekking hebben op één of meer windturbines. Het brengt technische en gedelegeerde ambtenaren samen, evenals alle administraties die advies moeten uitbrengen in het kader van de betrvgunningsaanvraag en de adviesorganen, voordat ze hun advies indienen. Het wordt voorafgegaan door een presentatie van het vergunningsdossier door de aanvrager en de auteur van het milieueffectonderzoek, indien een dergelijke studie wordt uitgevoerd.

De technisch ambtenaar organiseert deze overlegvergadering binnen de termijn bedoeld in artikel 30, tweede lid.

De adviesorganen kunnen weigeren deel te nemen aan de overlegvergadering.

De technisch ambtenaar vergemakkelijkt de communicatie en probeert de administraties ertoe te brengen een gemeenschappelijk advies te ontwikkelen. In geval van een gezamenlijk advies nemen alle administraties die betrokken zijn bij de vergunningsaanvraag waarop het advies betrekking heeft, de elementen van dit advies op in hun respectievelijke adviezen, onverminderd de mogelijkheid om aanvullingen toe te voegen op punten die niet tijdens de overlegvergadering zijn besproken.

In voorkomend geval kunnen de adviesorganen ook een gezamenlijk advies uitbrengen.

De technisch ambtenaar maakt het gezamenlijk advies of, bij gebrek daaraan, het beslissend proces-verbaal van de overlegvergadering naar de administraties over en, in voorkomend geval, de deelnemende overlegorganen, met een beschrijving van de elementen die het voorwerp van een overeenkomst zijn geweest. ”.

**Art. 8.** De wijziging van artikel 83 van hetzelfde decreet met betrekking tot de aanvraag om globale vergunning voor één of meer windturbines bedoeld in artikel 5 is niet van toepassing op projecten die uiterlijk drie maanden na de inwerkingtreding van dit decreet het voorwerp hebben uitgemaakt van een voorafgaande informatievergadering.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 29 april 2024.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het “IFAPME”, en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,  
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,

Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,

A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

Nota

(1) *Zitting 2023-2024.*

Stukken van het Waals Parlement, 1606 (2023-2024) Nrs. 1 tot 6.

Volledig verslag, plenaire zitting van 26 april 2024

Bespreking.

Stemming.

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/205239]

### 25 AVRIL 2024. — Décret relatif à la levée du secret professionnel en cas de signalement d'informations sur une irrégularité suspectée au sein de Wallonie-Bruxelles International (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret transpose partiellement la directive 2019/1937 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2019 sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union, en son article 21.

**Art. 2.** Pour l'application du présent décret, l'on entend par : 1<sup>o</sup> l'auteur de signalement : le membre du personnel, le stagiaire ou l'ancien membre du personnel qui signale ou divulgue publiquement des informations sur des irrégularités qu'il a obtenues, conformément à la procédure arrêtée par le Gouvernement wallon dans le cadre de la transposition de la directive (UE) 2019/1937 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2019 sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union;

2<sup>o</sup> le membre du personnel : le membre du personnel statutaire ou engagé dans les liens d'un contrat de travail au sein de Wallonie-Bruxelles International, tant de la carrière interne que de la carrière externe, en ce compris les personnes dépositaires, par état ou par profession, de secrets qu'on leur confie, délégués syndicaux inclus;

3<sup>o</sup> le stagiaire : la personne qui, sans être membre du personnel au sens du 2<sup>o</sup>, effectue un stage au sein de Wallonie-Bruxelles International;

4<sup>o</sup> l'ancien membre du personnel : la personne visée au 2<sup>o</sup> qui n'est plus en service;

5<sup>o</sup> le signalement ou signaler : la communication orale ou écrite d'informations sur des irrégularités;

6<sup>o</sup> les informations sur des irrégularités : des informations, y compris des soupçons raisonnables, qui concernent des irrégularités effectives ou potentielles, qui se sont produites ou sont très susceptibles de se produire au sein d'un service de Wallonie-Bruxelles International dans lequel l'auteur de signalement travaille ou a travaillé, ou avec lequel l'auteur de signalement est ou a été en contact dans le cadre de son travail, et qui concernent des tentatives de dissimulation de telles irrégularités;

7<sup>o</sup> le facilitateur : le membre du personnel, le stagiaire ou l'ancien membre du personnel qui aide ou qui a aidé un auteur de signalement au cours d'une procédure de signalement et dont l'aide est confidentielle;

8<sup>o</sup> la personne associée à l'instruction : le membre du personnel, le stagiaire ou l'ancien membre du personnel qui, dans le cadre de l'instruction d'un signalement, est invité par le référent intégrité à faire une déclaration dans le but de rassembler des informations objectives et dont l'association est confidentielle;

9<sup>o</sup> la personne concernée : le membre du personnel, le stagiaire ou l'ancien membre du personnel qui est mentionné dans un signalement ou une divulgation publique en tant que personne à laquelle l'irrégularité est attribuée ou en tant que personne associée à l'irrégularité;

10<sup>o</sup> le référent intégrité : l'agent désigné comme point de contact dans la composante interne du système de signalement d'informations sur une irrégularité suspectée, commise ou en voie d'être commise, conformément à la procédure arrêtée par le Gouvernement wallon dans le cadre de la transposition de la directive (UE) 2019/1937 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2019 sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union.

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** L'auteur de signalement n'est pas tenu par le secret professionnel visé par l'article 458 du Code pénal ou par une législation ou une réglementation wallonne ou de la Communauté française, lorsqu'il signale une irrégularité suspectée, commise ou en voie d'être commise, au sein de Wallonie-Bruxelles International. L'alinéa 1<sup>er</sup> s'applique également aux facilitateurs et aux personnes qui sont associées à l'instruction.

Il s'applique sans préjudice de la protection de la sécurité nationale, de la protection des informations classifiées, de la protection du secret professionnel des avocats, du secret médical, du secret des délibérations judiciaires, et de la protection des règles en matière de procédure pénale.